



COMPLICES DU « SAUT FÉDÉRAL EUROPÉEN » IMMINENT, LA GAUCHE ÉTABLIE ET LES CONFÉDÉRATIONS SYNDICALES EURO-FORMATÉS PARTICIPENT A L'OMERTA !

Appel aux MILITANTS des organisations progressistes et des syndicats de lutte.

Au nom du PRCF unanime, Léon Landini, président, ancien officier des FTP-MOI, Fadi Kassem, Georges Gastaud, Rachida El Fekair, Didier Olmos, Gilliat de Staerck.

Alors que se prépare en catimini un chamboulement des traités européens qui conduirait à la mise en extinction rapide de la République française en tant que pays souverain, laïque, francophone et territorialement unifié, alors que la fin du droit de veto dévolu aux Etats membres de l'UE signerait l'arrêt de mort de ce qui reste des acquis sociaux de notre peuple, les partis de gauche (et bien entendu, de droite!) représentés au Parlement français et européen pratiquent la loi du silence à l'unisson des états-majors euro-formatés de la CFDT, de la CGT, de FO, de SUD et de la FSU.

Ne parlons pas des Verts, dont le patriotisme républicain est depuis longtemps égal à zéro, qui se comportent en phalange de choc de la croisade euro-atlantiste contre la Russie et la Chine, et qui appellent depuis longtemps, dans la foulée de leurs mentors allemands des « Grünen », à « dépasser l'Etat-nation » et à soutenir tous les euro-régionalistes séparatistes de France et de Navarre...

Ne parlons pas non plus du PS, dont le chef de file François Mitterrand disait déjà sornoisement en 1992 : « la France est notre patrie, l'Europe est notre avenir » (en clair, « la France, c'est du passé! »), qui a soutenu le funeste traité de Maastricht (Delors), institué l'euro (Jospin) et qui a tenté de faire passer, en collusion avec Sarkozy, la défunte constitution européenne (Hollande). Et n'évoquons qu'en passant les euro-trotskistes qui n'ont que mépris pour l'héritage patriotique du mouvement ouvrier et révolutionnaire français (des Soldats de l'An II aux FTP en passant par la Commune de Paris), qui trouvent « nationaliste » la défense de la souveraineté de notre pays* et jugent « internationaliste » la mise en place d'un Empire continental par les oligarques continentaux coalisés: ces éternels complices « marxistes » du grand capital n'ont jamais compris la phrase de Jaurès: « l'émancipation nationale est le socle de l'émancipation sociale », ni celle de Lénine: « en régime capitaliste, le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe ne saurait être qu'utopique ou réactionnaire » ...

Mais que fait donc, pour alerter le monde du travail, l'ex-grand parti patriotique et internationaliste qui naguère, par la voie de Jacques Duclos, puis encore par celle de Georges Marchais, a jadis combattu la Communauté Européenne de Défense, ce faux nez du réarmement allemand conduit sous l'égide de l'OTAN (1953), puis s'est dressé contre Maastricht en 1992 puis en décembre 1995, lors des grandes grèves nationale des cheminots ?

Que fait la grande confédération syndicale qui, naguère, par la voie d'Henri Krazucki, a combattu Maastricht et dénoncé l'euro, cette austérité continentale faite monnaie, et dont les militants de base ont (à défaut de Bernard Thibault qui était POUR cette constitution...) largement contribué en 2005 au rejet populaire de la constitution européenne que les eurocrates voudraient désormais nous imposer sous une forme sensiblement aggravée par la révision des traités européens. De même, que fait, contre le « saut fédéral européen » la France « insoumise » qui, encore en 2017, c'est-à-dire pour l'essentiel avant le virage euro constructif et semi-atlantiste qui a été pris en 2019 sous l'égide de Manon Aubry, s'exclamait encore par la voie de M. Mélenchon : « l'Union européenne, on la change ou on la quitte! » ? Depuis lors, que l'on sache, l'UE, de plus en plus arimée à l'OTAN, n'a cessé de se faire plus belliciste et d'attaquer les retraites solidaires et les dépenses de santé (62 sommations adressées à la France entre 2011 et de 2021!) à coups de circulaires scélérates. Sous l'égide d'Ursula von der Leyen, elle n'a cessé de s'allier aux

forces les plus fascisantes, voire fascistes du monde (les nazis ukrainiens d'Azov, par ex.), les plus racistes et colonialistes (l'Etat d'Israël notamment), que l'Afrique du Sud, le pays de la lutte anti-apartheid, accuse à juste raison d'entreprise génocidaire!). Malgré ces « changements » de l'UE qui vont tous vers le pire du pire, y compris tout dernièrement pour « sauver » le glyphosate au nom de l'Europe verte ! – personne à la tête de LFI ne parle plus de quitter cette UE-OTAN en passe de dissoudre notre pays en tant qu'Etat souverain, et avec lui l'idéal pluriséculaire d'une République sociale, démocratique et laïque en marche vers le socialisme ! Est-ce ainsi, citoyen Mélenchon, que vous comptez justifier votre réputation de connaisseur de l'histoire de France, de républicain « insoumis » et d'ami de la Nation sociale, laïque et populaire?

Pourtant il faut mesurer l'énormité de ce qui nous attend une fois passées les européennes quand les parlements dits nationaux seront appelés à valider a posteriori, dans le dos des peuples qui n'en veulent pas (si ce n'est pas le cas, messieurs les eurocrates, que n'organisez-vous un référendum sur l'appartenance de la France à l'UE? Garderiez-vous le souvenir cuisant du Non populaire à la constitution européenne?) la mise en place d'un Etat européen reléguant les nations actuelles au rôle subalterne d'un « Land » autrichien ou d'un « Etat » fédéré nord-américain signifierait très officiellement, au titre des résolutions adoptées récemment, sans aucun débat public, par les Parlements européen et français : – un gouvernement européen supranational qui rendrait les luttes encore plus difficiles en éloignant comme jamais les décisions et en soumettant les récalcitrants à une répression d'ampleur continentale,

– une armée européenne enchâssée dans l'O.T.A.N. pour faire la guerre aux peuples extérieurs à l'U.E. (Russie, Serbie...), mais aussi, au besoin, aux peuples des pays membres de l'U.E. qui, tôt ou tard, s'insurgeront contre l'euro-dictature oligarchique,

– une gendarmerie européenne, véritable police transnationale du grand capital et de l'impérialisme,

– un droit européen s'imposant en tous domaines, y compris très vite, dans le domaine social,

– une langue unique européenne imposée (l'anglo-américain, bien sûr) qui ne mettrait pas deux décennies à dévaster le riche patrimoine linguistique européen dans sa ci-devant diversité (cf l'actuelle campagne continentale de l'UE sur le thème « You are EU! »).

– la règle de la majorité simple succédant à l'unanimité : elle permettrait au grand capital européen, MEDEF et CAC 40 en tête, de dégommer l'un après l'autre tous les acquis sociaux ou laïques conquis dans le cadre des Etats nationaux en mettant en place à toute occasion des majorités d'Etats-membres à périmètres variables pour liquider, tantôt la Sécu, tantôt les retraites par répartition, tantôt le SMIG national, tantôt les statuts et les conventions collectives, tantôt le service public à la française, sans parler de l'adieu définitif au « produire en France » industriel, agricole ou halieutique! Et en prime, bienvenue dans l'« Etat européen » à l'Ukraine néonazie de V. Zelensky dans laquelle le Code du travail n'existe déjà plus pour les entreprises inférieures à 200 salariés...

– l'interdiction officielle du socialisme et des nationalisations en France puisque les résolutions adoptées par le Parlement européen, puis par son sous-traitant français, l'ainsi-dite Assemblée « nationale », prévoient que tous les Etats-membres s'engagent à « sécuriser les investissements » sur leur territoire, en clair, de ne pas toucher à la « valeur » principale de l'UE: la propriété capitaliste des moyens de production et d'échange! C'est-à-dire une forme de totalitarisme capitaliste aggravant encore le principe déjà présent dans les traités qui affirme que « l'UE est une économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée »!

Sans oublier, au nom de la « subsidiarité européenne », que les ex-Etats-nations du futur Empire seraient mis sur un pied d'égalité législatif avec les euro-régions qui les (dé-)composerait : c'est l'assurance à court terme d'une implosion euro-régionaliste de l'ex-République française: et derrière elle, de l'Education nationale, de la Société nationale des Chemins de Fer français, d'Electricité de France, des statuts nationaux, etc. Ohé dirigeants syndicaux des services publics, quand sortirez-vous de votre « European Dream » virant au cauchemar absolu pour les peuples, les travailleurs et le mouvement ouvrier?

Sans oublier l'imposition jamais débattue, ni acceptée par quelque peuple européen que ce soit, de l'anglais comme langue officielle de l'Europe, ce qui signifierait en très peu d'années, la relégation de l'italien, du français, de l'allemand, du polonais, de l'espagnol (et a fortiori du catalan, du basque, du breton, de l'occitan, du corse, etc.), etc. au rôle de « langues domestiques » baragouinées à la maison, c'est-à-dire devenant rapidement des patois, tout le monde étant condamné à l'avenir à bosser en anglais ou... à chômer ! Quel beau progrès « internationaliste » que ce basculement globalitaire programmé vers la langue unique mondiale, idiome de l'hégémon impérialiste mondial et socle linguistique d'un futur marché de l'emploi dérégulé et « linguistiquement déséquilibré ». A l'avantage de quelle classe sociale et au détriment de quelle autre classe ?

Cerise venimeuse sur ce gâteau empoisonné, l'O.T.A.N. aurait le droit de faire circuler à sa guise ses armées sur le « territoire européen » sans même avoir à demander le feu vert des ex-Etats nations: bond en avant géant pour les croisés de la nouvelle ruée vers l'Est, humiliation nationale énorme pour les Français reconduit à la situation de semi-occupation américaine d'avant 1966, mais aussi moyen décisif pour l'oligarchie continentale de régler leur compte aux éventuelles insurrections populaires démarrant, mais un peu trop tard, de notre pays d'incorrigibles « Gaulois réfractaires », pour parler comme Macron ! Au fait, comment dit-on « Sainte-Alliance » en globish?

Certes, ces messieurs-dames de la gauche institutionnelle se fichent totalement de cela; ils sont uniquement occupés à « faire des voix » aux européennes de manière à rabattre le fric de l'UE vers leurs écuries respectives. Découpant la problématique politique en compartiments étanches, l'euro-gauche établie et l'euro-syndicalisme assagi pestent vertueusement contre la « fascisation » (que le PRCF annonce depuis quelques années sous la risée de ces mêmes aveugles politiques...), mais en cachant à leurs adhérents que la fascisation galopante de la France va de pair avec la construction de l'Empire euro-atlantiste et avec les projets guerriers continentaux qu'elle dissimule. Mais comment ne pas voir le lien flamboyant qui existe entre...

l'euro-criminalisation du communisme par le Parlement européen (résolution du 16 septembre 2018),

l'euro-banalisation du nazisme d'une UE-OTAN qui sanctifie le régime bandériste de Kiev et les néo-mussoliniens de Melloni,

l'euro-casse des acquis sociaux, la police européenne des salaires qu'organise en permanence la BCE gestionnaire de l'euro,

et la marche au « conflit global de haute intensité » avec la Chine, l'Iran, la Russie, etc., qui prépare l'UE-OTAN sous protectorat étatsunien et sous consulat berlinois !

Bref, si les dirigeants de l'euro-gauche et des confédérés euro-formatés continuent tranquillement, bravant l'intelligence de leurs militants, de pratiquer l'omertà sur cet énorme paquet de dangers mortels pour la démocratie, pour la Nation et les acquis sociaux, pour la paix mondiale, pour la diversité culturelle et pour l'avenir même du socialisme en Europe, alors oui, leur trahison cumulera les pires effets de la social-trahison de 1914 (qui vit la social-démocratie internationale, SFIO en tête, et la direction réformiste de la CGT d'alors, entrer dans l' « union sacrée » impérialiste) à ceux de la trahison nationale de 1939/40, qui vit

l'oligarchie « française » secondée par une majorité de députés PS et « radicaux » (pourtant élus en 1936 sous l'étiquette Front populaire) persécuter le PCF, faire le choix de la défaite et, pour finir, « collaborer » honteusement à la première Grande Europe allemande de l'histoire moderne... On sait comment tout cela fini, et c'est au début que les militants de classe doivent avoir le courage de « couper court » !

Dans ces conditions, nous interpellons les adhérents, les sympathisants et les électeurs des partis de la gauche populaire ainsi que les syndicalistes de lutte. C'est maintenant qu'il faut ruer dans les brancards, camarades ! Par « internationalisme » mal compris, par suivisme douillet ou par « esprit de parti » déplacé, ne laissons pas l'oligarchie mettre le point final à l'histoire d'une France indépendante sans la continuation de laquelle il est tout bonnement utopique ou mensonger de prétendre construire le socialisme, voire de préserver à l'avenir la

forme la plus élémentaire d' « insoumission » dans notre pays. Car oui, l' « Etat fédéral européen », c'est la marche à la guerre mondiale, c'est la fascisation galopante et l'arasement des acquis sociaux, c'est un obstacle institutionnel, policier et militaire majeur pour la construction d'un socialisme-communisme de nouvelle génération en France et en Europe. Voir à moyen ou à court terme pour la légalité des partis et des syndicats non totalement euro-« compréhensifs » !

Chaque militant progressiste, chaque syndicaliste de terrain est donc placé devant sa conscience civique et ses responsabilités; à cette occasion, le PRCF ne peut



fuir sa responsabilité de « lanceur d'alerte », bref ce que nous, admirateurs impénitents du grand Lénine en ce 100ème anniversaire de sa disparition, nommons toujours et encore, la fonction d'avant-garde des militants franchement communistes et marxistes-léninistes!

Avec esprit de conséquence, nous appelons aussi à boycotter DYNAMIQUEMENT et CIVIQUEMENT l'euro-scrutin de juin dont le rôle n'est nullement de savoir qui dirigera l'UE (qui doute que ce soit, demain comme aujourd'hui, l'oligarchie appuyée par la droite, par la social-eurocratie et par les euro-nationalistes type Le Pen/Melloni/Orban): la mission de classe des européennes de juin sera UNIQUEMENT de valider le cadre supranational euro-atlantique en peignant de bleu, de rose, de vert, de tricolore, voire de rouge clair, peu leur importe, le saut européen IMPERIAL, FASCISANT et BELLICISTE en préparation. Dès lors, ne cautionnons pas ce « parlement » européen de malheur dont l'unique mission de classe serait demain, en notre nom (une participation majoritaire leur servirait de référendum tacite sur le saut fédéral !), de valider la mise à mort de notre pays et de notre espérance d'y construire le socialisme un jour.

Alors, oui, le saut impérial européen, il faut le délégitimer sans merci ; comme il faut délégitimer Macron, Le Pen et tous les collabos de l'euro-destruction de la France, des acquis sociaux, de la démocratie, de la paix et de l'avenir socialiste de notre pays et de notre sous-continent !

Et pour terminer, un mot sur la récente conférence de presse de Macron dont le maître-mot glaçant fut « réarmement ». Rien ne sert de pleurnicher, camarades, sur la signification de plus en plus belliqueuse, policière, fascisante en un mot, du programme commun ultra réactionnaire que portent désormais en parallèle, en collusion ou en convergence le Macronat, les LR et le Rassemblement lepéniste: s'ils peuvent se le permettre, c'est avant tout parce que notre propre camp, sous l'égide de dirigeants à courte vue, s'est lui-même désarmé idéologiquement en abandonnant le marxisme-léninisme pour les uns, le meilleur des leçons de Jean Jaurès, d'Henri Krazucki ou de Maximilien Robespierre pour d'autres. En ce 100ème anniversaire de la disparition de Lénine, le PRCF appelle tous les communistes à se réapproprier les leçons révolutionnaires de ce géant de l'histoire moderne de même qu'il invite les républicains non communistes à combattre la criminalisation scandaleuse de sa mémoire. Oui, souvenons-nous, quitte à nous répéter, de son avertissement prophétique formulé en 1915: « EN RÉGIME CAPITALISTE, LES ETATS-UNIS D'EUROPE NE PEUVENT ÊTRE QU'UTOPIQUES OU RÉACTIONNAIRES »

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom :

Prénom :

Adresse :

CP :

Ville :

Courriel :

Téléphone :

A renvoyer à : PRCF, 8 rue du Clos Lapaume ; 92 220; Bagneux

Le PRCF ne reçoit aucune subvention de l'Etat, de l'UE et bien entendu, du MEDEF.

Tous les matériels que le PRCF diffuse sont financés intégralement par les cotisations de nos adhérents, ouvriers, employés, techniciens, étudiants, enseignants, artisans, paysans. Au PRCF personne ne fait carrière et nous sommes tous bénévoles.